

À l'heure où nous mettons sous presse, le titre de ce dossier consacré à la Russie devrait-il être privé de son point d'interrogation? Le résultat de l'élection présidentielle étant connu, nous savons que le « même » est revenu, à supposer qu'il se soit jamais vraiment absenté. Mais à force d'entendre son nom sans cesse prononcé dès que l'on parle de la Russie, que ce soit « avec lui » ou « sans lui », on finirait par oublier que la destinée de ce pays-continent n'est pas réductible aux agissements d'un seul individu, de son clan et de ses affidés plus ou moins contraints. Et si l'histoire de la Russie semble marquée par une sorte de compulsion de répétition, elle ne le doit sans doute pas au seul hasard qui propulserait des hommes forts et leurs agents à la tête du pays à intervalles réguliers; que ce soit à l'époque de la Grande-Principauté de Moscovie au XIV^e siècle et de ses déploiements ultérieurs avec Ivan le Terrible, au temps de la modernisation imposée par Pierre le Grand, pendant la période soviétique ou aujourd'hui, alors qu'est revenu celui que la presse affuble de tous ces vieux costumes. Ce serait trop simple, ici comme ailleurs, de réduire le destin d'un monde aux agissements de quelques despotes qui tirent les ficelles.

Un autre « même » ne serait-il pas au travail dans l'histoire et les déterminants profonds de la société russe? Bien entendu, pour paraphraser Verlaine, ce n'est à chaque fois « ni tout à fait le même ni tout à fait un autre ». Le régime actuel n'est pas l'Union soviétique, tant les transformations à l'œuvre depuis son éclatement sont profondes et massives, et cette dernière ne se réduisait nullement, bien sûr, à une nouvelle version de l'autocratie tsariste. Il n'est pas question, ici, d'un déterminisme linéaire qui traverserait l'histoire, par-delà les changements de régimes, de systèmes économiques et d'organisations sociales.

POUVOIR ET PATRIMOINE

Cependant, comme le développe Katlijn Malfliet dans l'article ouvrant ce dossier, une conception particulière du pouvoir — motivée notamment par la démesure de son expansion territoriale et l'incertitude de ses frontières — traverserait l'histoire de la Russie¹ comme un fil rouge. Conception instaurée aux premiers jours de l'autocratie tsariste, perpétuée durant la période soviétique sous d'autres habits, puis remise

¹ À l'exception notable de la République de Novgorod (XI^e-XV^e siècles) qui octroyait plus de droits à ses citoyens que l'Europe occidentale à la même époque, ce qui montre bien, comme le souligne Richard Pipes, que l'autocratie russe n'est pas « génétique ».

en selle aujourd'hui. C'est l'« État patrimonial », une notion forgée par Max Weber et réactivée par l'historien britannique Richard Pipes pour désigner une forme d'autorité politique dans laquelle le pouvoir d'un seul, fusionné avec la propriété des terres et des richesses, s'exerce au travers d'une bureaucratie sous le contrôle direct du Prince. Ce chemin du pouvoir étant tracé de longue date et pour de puissantes raisons, force est de constater qu'il semble difficile, au moins à court terme, de s'en écarter, comme l'indiquent les dernières évolutions politiques en Russie.

Après la période de privatisation et de démantèlement à tout-va sous Eltsine, le président actuel, aujourd'hui élu pour la troisième fois, a en effet, dès son entrée en fonction en 2000, remis les privatisations en question, puis replacé des milliers d'entreprises sous le contrôle de l'État — l'affaire Yukos étant une « représentation quasi mythologique du récit patrimonial² ». Sans parler des raids lancés contre la petite propriété, même modeste, et la reprise de contrôle, presque total, sur la télévision. La « verticale du pouvoir » (qui est aussi celle de la corruption) s'associait à la repatrimonialisation étatique pour renouer avec un tropisme décidément fort tenace. Le nouveau président (l'« ex-futur », comme se plaisaient à le dire de nombreux Russes entre 2008 et 2012), à peine élu ce 4 mars 2012, n'a-t-il pas remercié ses électeurs de ne pas avoir laissé « détruire l'État russe » ? Sur les bases d'une telle conception de l'État, un dialogue entre l'Europe et la Russie sur le principe de l'État de droit, de la protection des droits de l'homme et d'une démocratie libérale ne peut être qu'un dialogue de sourds, conclut Katlijn Malfliet. Car si la Russie est un État de droit démocratique selon la Constitution de 1993, toujours en vigueur, il s'agit bien souvent d'une façade.

L'analyse faite à chaud par le sociologue Alexeï Levinson (du centre Levada) des manifestations de protestation contre les fraudes, remises en perspective dans les évolutions politiques depuis les années nonante, fournit de nombreux éléments qui vont dans le sens d'un ancrage en profondeur des déterminants de l'histoire russe et de l'aspect souvent « formel » de la démocratie et de l'État de droit. Comme souligné sans ambages au sujet de la première élection de l'« héritier » Vladimir Poutine en 2000 : « ces élections sans choix réel convenaient à la majorité des Russes ». Les sondages accordent d'ailleurs un taux de popularité au président qui n'a pas beaucoup varié depuis 2000 et avoisine les 60 %. Il ajoute par ailleurs que « la personnalité du président ainsi que la présidence elle-même étaient à leurs yeux supérieures à toutes les autres institutions ». Même s'il perçoit les prémises d'un changement dans les récentes manifestations — en particulier pour ce qu'elles montrent de la conquête d'un espace « off line » et non plus centré essentiellement sur internet —, l'apparition d'une nouvelle tendance au pluralisme politique et la possibilité d'une « république parlementaire », il conclut en montrant la dissymétrie qui préside à ces deux types de scénarios.

2 Mikhaïl Khodorkovski, propriétaire de Yukos Oil Company, a été arrêté en Sibérie à la descente de son avion en 2003, à la suite du soutien qu'il avait apporté à l'opposition. Il est toujours en détention.

VIOLENCES ET FRONTIÈRES

Le témoignage apporté par Anne Le Huérou, au retour d'une mission avec l'Association des chrétiens pour l'abolition de la torture (Acat), sur les violences policières et la torture dans différentes régions de Russie, montre bien ce partage entre le conjoncturel et le structurel, entre la « brutalisation » d'agents étatiques contaminés par les guerres en Tchétchénie et le caractère endémique d'une violence d'État, connue de tous et combattue par certains, qui se perpétue derrière la façade du légalisme. Car c'est toujours « au nom de l'État russe » et tout au long de la chaîne pénale que se commettent ces violences, même si la Constitution et la loi les interdisent formellement. Quel est donc ce pays, se demandait le président Medvedev, où les citoyens ont plus peur de la police que des voleurs ? Et dans lequel, souligne Anne Le Huérou, il faudrait « des dizaines de milliers de gens dans des milliers d'ONG pour réussir à suivre l'ensemble des personnes qui ont été victimes de violences policières ». Mais l'auteure souligne également la détermination des militants, qui documentent des cas particuliers d'exactions pour en faire des exemples « pédagogiques ».

Une illustration de cette dynamique militante nous est donnée par l'interview d'Igor Kaliapine, membre fondateur du Comité contre la torture de Nijni Novgorod, qui recoupe très largement les constats et les interrogations d'Anne Le Huérou. Son témoignage impressionnant et documenté, de l'intérieur, apporte également un éclairage sur la situation en Tchétchénie en ce début 2012, qui permet au lecteur de faire des ponts avec les informations et analyses que nous avons fournies dans le dossier de *La Revue nouvelle* de décembre 2007. Il nous rappelle la singularité d'une « sortie de guerre » transformée en dictature, par le truchement de la « tchéchéenisation » du conflit. Cette République, rentrée dans le rang, est sommée de fournir au pouvoir fédéral tous les gages de loyauté requis, comme en témoignent les résultats locaux aux législatives fédérales de décembre 2011 (99,5 % pour Russie unie) et à la présidentielle russe de mars 2012 (99,92 % pour Vladimir Poutine). La Tchétchénie, où tout imaginaire politique est forclos, peut être réinterrogée dans son statut de « République modèle » en termes électoraux, comme le dit Kaliapine, un des fins connaisseurs russes de ce qui s'y passe ces toutes dernières années. Cela à l'heure où le travail des ONG a été largement entravé, et après que l'assassinat de Natalia Estemirova a entraîné une suspension provisoire du travail de l'ONG Memorial, dont elle était une des figures phares à Grozny.

Quant à la contribution d'Irina Babitch, elle met en lumière, dans une approche sur le temps long, les liens entre les mobilisations actuelles des Circassiens et l'histoire passée de leur colonisation par l'Empire tsariste. En effet, l'organisation des Jeux olympiques de 2014, dont une partie se joue sur des territoires qui furent le théâtre de massacres lors de la colonisation de la région à la fin du XIX^e siècle, suscite un renouveau des mobilisations mémorielles et historiques qui s'annoncent durables d'ici

2014. Irina Babitch étend son regard aux différents enjeux de mobilisations, montrant que, tour à tour, la question nationale et la question religieuse sont mobilisées.

Enfin, abordant d'autres frontières, le récit plus impressionniste que nous confie Aude Merlin sur l'un de ses séjours sibériens donne à voir, à travers le quotidien, la façon dont on vit aujourd'hui en Russie. En Russie-Sibérie, plus précisément, qui, à bien des égards, ne saurait se réduire à des considérations générales sur l'évolution du pays dans son ensemble. La prégnance des strates de l'histoire passée et plus récente, les voix mêlées de divers interlocuteurs, le passage d'une ville fermée, à l'époque soviétique, à une ville ouverte, dans la Russie postsoviétique, l'auteure propose une petite pérégrination dans un automne sibérien, un mois avant les élections législatives fédérales de décembre 2011.

SORTIR À REÇULONS ?

Que retenir de ce parcours à plusieurs voix dans le temps et l'espace russes ? Si l'exigence de lucidité nous invite à acter que « le même » semble aussi ancré dans la société, son patrimoine historique, sa culture et son espace — qu'il n'y a bien évidemment pas « les Russes » d'un côté et « Poutine » de l'autre —, elle ne doit pas nous faire céder aux sirènes du culturalisme et du déterminisme historique sans alternative. Cela d'autant que les contestations récentes ont impressionné par leur dynamisme et leur détermination, dans un contexte où la société russe a été transformée en profondeur au cours des vingt dernières années.

Voilà pourquoi le point d'interrogation qui marque le titre de ce dossier conserve tout son sens et appelle à une curiosité renouvelée sur toutes les formes de mobilisations que connaît la société russe, qui n'est bien sûr pas condamnée aux revenants et aux fantômes. Des mobilisations pour un passage à un pluralisme qui ne serait plus celui intégré au système, et donc sous contrôle, mais bien un pluralisme réellement compétitif. Ce qui impliquerait sans doute de faire le deuil de certains rêves de « Russie Unie », dont l'appellation même traduit le fantasme de l'unité et la difficulté à entrer dans une ère du conflit socialement accepté et... pacifiquement réglé.

Sur le temps plus long, étant donné la prégnance des héritages, on sait à quel point travailler sur la Russie d'aujourd'hui est indissociable d'une connaissance fine de son passé. Ce n'est pas un hasard si de mêmes organisations s'attachent avec autant de ténacité à exhumer les crimes de masse du passé qu'à lutter pour les droits humains aujourd'hui.

Comme tout dossier thématique, celui-ci ne prétend à aucune exhaustivité et le manque de place nous a dicté des choix, qui impliquent aussi des renoncements. C'est

ainsi que nous n'avons pu inclure une analyse sur la politique extérieure ou sur l'économie de la Russie, et que de nombreux autres objets n'ont pu être abordés. L'angle de la condition historique nous a paru devoir, face à ce « retour du même », être privilégié. Diverses composantes de l'humanité, chacune à leur manière, sont confrontées peu ou prou au dilemme que connaît la Russie. Si elle semble avancer dans la modernité démocratique en s'agrippant à son contraire, elle n'est bien entendu pas la seule dans ce cas. Mais elle le fait à sa manière, et c'est précisément cette manière que nous souhaitons comprendre. Cela afin d'appréhender au mieux les facteurs qui déterminent son devenir. ■

BERNARD DE BACKER ET AUDE MERLIN

Dans *La Revue nouvelle*

Où va l'Ukraine? (X-2006)

Introduction (D. Carlier, B. De Backer, A. Merlin)
 Voyage au pays des deux rives (B. De Backer)
 Réformes: blocages, continuités et ruptures (B. Najman)
 Amertume de la société civile, consolidation de la démocratie (A. Dubien)
 Entre Russie et Union européenne (R. Caldach Cervera)
 Quelles perspectives européennes pour l'Ukraine? (A. de Tinguy)
 Un verre à moitié vide ou à moitié plein? (M. Riabtchouk)
 Holodomor 1933 : le « cimetière de la rude école » (D. Carlier)

Russie: regards croisés (VIII-2007)

Introduction (D. Carlier)
 Russie: le retour de balancier? (A. Merlin)
 Politique sociale: entre héritages et transformations (L. Ovcharova, L. Prokofieva)
 Nécessaires et indésirables? Les migrants en Russie (A. Le Huérou, A. Regamey)
 La difficile recherche d'une nouvelle place dans le monde (N. Bachkatov)
 L'Islam au Daghestan: entre radicalisme et pluralisme (M. Rohtchine)
 Tchétchènes en exil: un peuple sans visage (S. Iachourkaev)

Derrière les façades... la Tchétchénie, dans quel état? (XII-2007)

Intro (A. Merlin)
 Retour à Grozny (A. Merlin)
 Les disparus (C. Labaume)
 Conséquences démographiques des deux conflits russo-tchétchènes (M. Basnoukaev)
 La balle à retardement (J.-M. Chauvier)
 Repères chronologiques (A. Merlin)
 Sélection bibliographique, filmographique et sites internet (A. Merlin)

Articles

Retour de Kiev (B. De Backer, IV/2003)
 Grand Nord russe. Vorkouta: le zek, la houille et le traineau (A. Merlin, XII/2005)
 Tchernobyl, une menace sans fin (M. Molitor, VII-VIII/2008)
 Tchétchénie. Dans la guerre (A. Merlin, XI/2008)
 Ukraine. Holodomor, les enjeux d'une reconnaissance tardive (B. De Backer, XII/2008)
 Belgique 2008, la solitude des lendemains qui déchantent (A. Marin, I/2009)
 Russie. Le « droit » de la force contre la force du droit (A. Merlin, J. Kwaschin, III/2009)
 Édito. Assassinat de Natalia Estemirova, asphyxie de Memorial (B. De Backer, XI/2009)
 Ukraine. Une alternance attendue (A. Goujon, IV/2010)
 Ukraine: une démocratie en moins à l'Est de l'Europe? (A. Portnov, III/2011)
 Tchernobyl. « Un malheur du monde entier » (J. Kwaschin, V-VI/2011)
 Une Ville entre chien et loup (B. De Backer, III/2011)